

[Texte]

I am reminded of when I first came to the House of Commons. Mr. Henderson was the Auditor General of Canada, and I know every government of the day wondered what they were in for prior to the tabling of his report, because he certainly presented a very controversial report every time it came forward. The same discussions went on then that maybe it would be too politically charged, and so on.

I think every member of the committee realizes that wherever you talk about the expenditure of dollars and someone is reporting on it, you are certainly going to get your pros and cons, and you are going to get a large element of politics. I think your comments about the parameters are well taken, Mr. Stevenson.

Mr. Parker (Kootenay East): I think it is a matter of communication with the committee, with the Auditor General and with the Province of Nova Scotia on this particular issue. We have an unfortunate situation, as the Auditor General has told you, in that we were not formed at the time he was approached. So he has made decisions, rightly or wrongly, that affect this committee.

• 0935

I agree that this is the place where the Auditor General has his responsibility, and the report should be made here and we should complete our study with him.

Mr. Chairman, maybe this is something you could consider as the chairman of this committee: with some communication with the Auditor General, when groups with a very serious problem such as the Province of Nova Scotia want to have their side of that question answered, perhaps an arrangement could be reached where this is the forum for that to be held in. If the committee set its up this way, if this province feels strongly that their view is not being heard, perhaps that debate should be taken here with the Auditor General and the people of the Province of Nova Scotia. Perhaps this committee should hear that kind of discussion; this may be the forum for it. We are the committee, and he is reporting to us. If someone disagrees with what is in that report, to the extent that they are prepared to come to Ottawa we should be available to hear both sides of that story and report back.

I think maybe there is a matter of communication here between the Auditor General and this committee and the procedures we are following with regards to his report. I am in full agreement with the discussions we have had that we should be completing his report. Sure, comments will be made to the press once it becomes public and so on, but if a group wishes to challenge what he has said, I think they have the right and we should set aside the time, especially when we are talking about hundreds of millions of dollars. I feel that, as a committee, we should be prepared to have the Auditor General here and be part of that discussion so we are fully aware of both sides of the issue.

[Traduction]

Je me souviens de mon arrivée à la Chambre des communes pour la première fois. C'est M. Henderson qui était vérificateur général à l'époque. Le gouvernement à ce moment-là ne savait jamais sur quel pied danser avant le dépôt du rapport du vérificateur général parce que ce rapport était toujours très controversé lorsqu'il finissait par être publié. Il y en avait également qui se demandaient à ce moment-là si son rapport n'avait pas un caractère trop politique.

Chaque député du comité sait très bien que chaque fois qu'il est question des dépenses et que chaque fois qu'il y a un rapport sur les dépenses, les opinions varient et la politique entre en ligne de compte dans une certaine mesure. Il reste que vos suggestions au sujet des paramètres sont intéressantes, monsieur Stevenson.

M. Parker (Kootenay-Est): C'est une question de communication entre le comité, le vérificateur général et la province de la Nouvelle-Écosse dans le cas présent. Par malheur, comme l'indiquait le vérificateur général, nous n'étions pas encore constitués en comité lorsque l'affaire s'est présentée. Il a pris un certain nombre de décisions, bonnes ou mauvaises, qui touchent ce comité.

En ce qui me concerne, c'est ici que le vérificateur général doit jouer son rôle, c'est ici qu'il doit déposer son rapport et c'est ici que ce rapport doit être examiné.

Je me demande si vous pourriez envisager cette possibilité, monsieur le président. Lorsqu'il y a des groupes ou des entités comme la province de la Nouvelle-Écosse qui ont des difficultés avec une question en particulier et qu'ils veulent se faire entendre, vous pourriez peut-être communiquer avec le vérificateur général en vue d'organiser une rencontre ici devant notre Comité. À ce moment-là, s'il y a une province comme la Nouvelle-Écosse qui a des opinions très arrêtées sur un sujet donné, elle peut avoir l'occasion d'engager la discussion avec le vérificateur général. Notre Comité peut être la tribune qu'il faut pour ce genre de chose. Nous sommes le comité à qui le vérificateur général fait rapport. S'il y a quelqu'un qui n'est pas d'accord avec le contenu de ce rapport et qu'il est prêt à venir ici à Ottawa, nous devrions entendre sa version et rendre compte de la situation.

Ce qui est en cause ici, c'est la communication que nous devrions avoir avec le vérificateur général et les procédures que nous devrions suivre pour l'étude de son rapport. Je suis tout à fait d'accord avec ceux qui disent que nous devrions terminer l'étude de son rapport. Une fois qu'il est rendu public, les journaux peuvent le commenter tant qu'ils veulent. S'il y a un groupe en particulier qui n'est pas d'accord avec son contenu, il a le droit de se faire entendre et nous devons essayer de trouver le temps nécessaire à cet effet, surtout lorsqu'il est question de centaines de millions de dollars. En tant que comité, nous devons être prêts à demander au vérificateur général de participer à la discussion afin de connaître les deux côtés de la médaille.